



Cesavocats

assassinés, emprisonnés, persécutés
**AVOCATS EN DANGER DANS LE
MONDE**



La persécution des droits de la défense et de la
liberté d'expression des avocats dans la Russie
de Vladimir Poutine

Histoires vécues

2021–2023

Quelques semaines après le début de l'invasion militaire de l'Ukraine en février 2022, le président russe Vladimir Poutine a signé une loi autorisant de longues peines de prison pour la diffusion de « informations délibérément fausses » sur les opérations militaires russes, alors que le Kremlin cherche à contrôler le récit de sa guerre en Ukraine.

La loi prévoit des peines allant jusqu'à 10 ans de prison pour les individus reconnus coupables d'un délit, tandis que la peine pour la diffusion d'« informations délibérément fausses » sur les forces armées russes entraînant des « conséquences graves » est de 15 ans de prison.

Il interdit également « de lancer des appels contre l'utilisation des troupes russes pour protéger les intérêts de la Russie » ou « de discréditer une telle utilisation », avec une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison. La même disposition s'applique aux appels à des sanctions contre la Russie.

Depuis son adoption, la loi a été utilisée pour réprimer toute dissidence sur la guerre menée par Moscou en Ukraine.

Adoptée en 2012, la loi russe sur les « agents étrangers » a changé la façon dont le gouvernement fait taire la dissidence. Elle exige que les organisations non gouvernementales qui reçoivent une aide étrangère soient enregistrées, s'identifient comme « agents étrangers ». L'expression « agent étranger » en russe (иностранный агент) est fortement associée à l'espionnage et à la trahison de l'époque de la guerre froide. Fin 2020, la législation a été modifiée pour permettre au gouvernement d'inclure des individus sur sa liste d'"agents étrangers" et de leur imposer des restrictions. Parmi ceux que le gouvernement a catalogués figurent des ONG, des journalistes, des militants LGBTQIA+ et des défenseurs des droits de l'homme et les militants qui travaillent dans des ONG, des journalistes qui travaillent pour les médias étrangers, des étudiants qui participent à des programmes d'échange. Les autorités harcèlent ceux désignés comme « agents étrangers », la police perquisitionnant leurs domiciles et leur infligeant des amendes.

En cas de non-respect, la sanction en cas de non-respect peut aller jusqu'à deux ou cinq ans d'emprisonnement, selon le type de statut d'agent étranger. En outre pour un avocat, l'inscription remet en cause sa capacité à poursuivre ses activités et à représenter les intérêts de ses clients devant les tribunaux.

Parallèlement à leurs méthodes traditionnelles – poursuites en diffamation, violences, assassinats – les autorités peuvent tirer parti de cette extension législative de leur propagande anti-occidentale pour contrôler les voix critiques.

Les autorités harcèlent ceux désignés comme « agents étrangers », la police perquisitionnant leurs domiciles et leur infligeant des amendes. Des amendements récents signifient que les ONG agents étrangères ne pourront bientôt plus organiser d'événements sans l'approbation du ministère de la Justice. Il existe également le risque que, lors de la demande d'approbation, une erreur de procédure entraîne une clôture. Radio Free Europe/Radio Liberty a été une cible particulière.

La persécution pour des opinions politiques est une vieille nouvelle pour la Russie de Vladimir Poutine - ses opposants ont été emprisonnés, empoisonnés ou abattus juste à l'extérieur du Kremlin pendant la majeure partie de son règne de 23 ans - mais l'invasion de l'Ukraine par la Russie l'année dernière et une pléthore de mesures draconiennes les lois qui ont suivi ont transformé les salles d'audience russes en lieux de condamnation publique, un peu comme pendant la Grande Terreur de l'Union soviétique dans les années 1930.

Ephéméride

1. RUSSIE – 21 janvier 2021 : Vladlen Los, avocat de la Fondation Anti-Corruption de Navalny (FBK), ressortissant biélorusse, reçoit une injonction d'avoir à quitter le pays avant le 25 janvier.
2. RUSSIE – 21 janvier 2021 : Mansur Gilmanov, un avocat membre d'« Apologia Protesta », agressé au poste de police Danilovsky de Moscou alors qu'il tentait d'assister Vladen Los en détention, arrêté à son tour et condamné à cinq jours de détention pour « non-respect des ordres de la police ».
3. RUSSIE – 23 janvier 2021 : Lyubov Sobol, avocate travaillant pour la Fondation Anti-Corruption de Navalny (FBK), arrêtée le 23 janvier alors qu'elle parlait à des journalistes lors d'une manifestation pour protester contre la détention d'Alexeï Navalny. Vladlen
4. RUSSIE – 24 janvier 2021 : Vladlen Los, expulsé et emmené de force à la frontière russo-biélorusse avec une interdiction d'entrée de cinq ans.
5. RUSSIE – 15 avril 2021 : Lyubov Sobol, avocate de la Fondation anti – corruption (FBK) d'Alexeï Navalny, condamnée à un an de travaux d'intérêt général avec sursis pour intrusion.
6. RUSSIE – 30 avril 2021 : Ivan Pavlov, le chef de « Team 29 », arrêté par des agents du FSB à Moscou dans l'hôtel où il se trouvait alors pour les besoins de la défense de l'ancien journaliste Ivan Safronov pour avoir prétendument « divulgué les données d'une enquête préliminaire ».
7. RUSSIE – 15 juillet 2021 : L'association « Team 29 », dirigée par Ivan Pavlov, inscrite sur la liste des « agents étrangers ». Les avocats de l'équipe 29, entre autres, représentent les intérêts des Russes accusés d'espionnage et de trahison. Le Parquet général décide du blocage du site internet de « Team 29 ».
8. RUSSIE – 7 septembre 2021 : Ivan Pavlov, avocat du journaliste Ivan Safronov et de l'équipe d'Alexei Navalny, contraint de quitter la Russie pour se réfugier en Géorgie.
9. RUSSIE – 8 octobre 2021 : Galina Arapova, directrice du Centre de défense des médias de masse inscrite, à titre personnel, sur la liste des « agents étrangers ».
10. RUSSIE – 8 novembre 2021 : Ivan Pavlov et Valeria Vetoshkina, membres de Team 29, inscrits à titre personnel sur la liste des « agents étrangers » par le ministère de la Justice de la Fédération de Russie.
11. RUSSIE – 11 novembre 2021 : Edem Semedliaev, condamné à 12 jours de détention administrative et à une amende de 4 000 roubles russes par le tribunal central du district de pour « désobéissance aux ordres légaux d'un policier » (article 19.3 du Code administratif) pour avoir refusé de se déshabiller et de se soumettre à une fouille personnelle illégale.
12. RUSSIE – 19 novembre 2021 : Fiodor Telin, l'ancien avocat du réseau de groupes de campagne régionaux d'Alexeï Navalny, se réfugie en Géorgie, en raison de la répression continue menée contre les organisations qu'il défendait.
13. RUSSIE – 23 novembre 2021 : Yevgeny Smirnov avocat du journaliste russe emprisonné Ivan Safronov, fui la Russie pour se réfugier en Géorgie, après qu'une enquête disciplinaire interne avait été ouverte contre lui par le Service fédéral de sécurité (FSB).
14. RUSSIE – 20 janvier 2022 : Sergey Babinets, Oleg Khabibrakhmanov et Natalia Dobronravova, agressés physiquement par les forces de l'ordre tchéchènes alors qu'ils défendaient leurs clients à Nizhny Novgorod.
15. RUSSIE – 9 février 2022 : Valeria Vetoshkina, avocate de l'organisation de défense des droits humains Perviy Otdel, conteste devant le tribunal décision du ministère de la Justice de l'inscrire sur la liste des « agents étrangers ».
16. RUSSIE – 16 mars 2022 : Ivan Pavlov radié du barreau par le Conseil de l'Ordre des Avocats de Saint – Pétersbourg.

17. RUSSIE/UKRAINE – 10 avril 2022 : Yana Vitalivna Sivova, membre de la Commission de qualification et de discipline du barreau de la région de Zaporizhzhya, kidnappé par le bureau du commandant d'occupation de la ville de Melitopol.
18. RUSSIE (CRIMEE) – 26 mai 2022 : Edem Semedliayev, arrêté par le Centre de lutte contre l'extrémisme en Crimée occupée, arrêté et condamné une amende de 75 000 roubles parce que son nom avait été tagué sur une publication Facebook condamnant les agissements de l'armée russe en Ukraine. Son avocat Nazim Sheikhmambetov, arrêté après l'audience et condamné à 8 jours d'arrestation administrative.
19. RUSSIE (CRIMEE) – 27 mai 2022 : Ayder Azamatov et Emine Avamileva, qui défendent Nazim Sheikhmambetov, arrêtés à leur tour par la police d'occupation russe de Crimée et accusés de la même infraction administrative que Nazim Sheikhmambetov.
20. RUSSIE – 28 juin 2022 : Dmitry Talantov, président de l'Ordre des avocats de la République d'Oudmourtie, arrêté à Izhevsk, à la suite de commentaires critiquant l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur Facebook le 3 avril 2022.
21. RUSSIE – 14 juillet 2022 : Nazim Sheikhmambetov, Rustem Kyamilev et Lilya Hemedzhi, radiés du barreau de la République tchétchène de la Fédération de Russie à la demande du ministère tchétchène de la Justice, dont ils dépendaient, parce qu'ils n'ont pas été autorisés à obtenir des licences d'avocat en Crimée.
22. RUSSIE – 17 février 2023 : Mikhail Benyash radié par le barreau de Krasnodar sur la demande du ministère de la justice.
23. RUSSIE – 6 mars 2023 : Mikhail Benyash condamné à une amende pour avoir prétendument agressé des policiers en 2018 alors qu'ils tentaient de l'arrêter.
24. RUSSIE – 17 avril 2023 : Vadim Prokhorov, l'avocat de Kara – Murza condamné à 25 ans de prison, a dû quitter la Russie sous la menace de poursuites pénales et de radiation.
25. RUSSIE – 20 mai 2023 : perquisition de l'appartement de Elena Pershakova qui dirige l'équipe juridique de la Public Verdict Foundation.
26. RUSSIE – 16 juin 2023 : Ilya Novikov, avocat bien connu et critique virulent du Kremlin, a fait l'objet d'une radiation par l'Ordre des avocats de Moscou pour "mauvaise conduite et actions visant à saper la confiance", selon les données publiées sur le site web de l'Ordre.
27. RUSSIE – 22 juin 2023 : Le domicile d'Irina Gak, l'avocate du militant Anatoly Berezikov, décédé dans une prison de la région de Rostov,
28. RUSSIE – 4 juillet 2023 : Alexander Nemov, frappé et poignardé par des agresseurs armés et masqués alors qu'il allait assister à une audience pour une de ses clientes à Grozny.
29. RUSSIE – 4 août 2023 : Alexeï Navalny, déjà emprisonné, l'opposant condamné à 19 ans de prison supplémentaires pour organisation d'une organisation « extrémiste ».
30. RUSSIE – 23 août 2023 : Abubakar Yangulbayev, avocat de l'organisation CAT, Crew Against Torture, placé sur la liste des « terroristes et extrémistes » par le Service fédéral russe de surveillance financière (Rosfinmonitoring), après que son oncle et trois cousins, ont été envoyés de force combattre dans la guerre en Ukraine.
31. RUSSIE – 16 octobre 2023 : Aleksandr Fedulov et Olga Mikhailova, avocat d'Alexeï Navalny, ont fui la Russie après l'arrestation de trois autres conseils et anciens conseils de l'opposant russe
32. RUSSIE – 23 octobre 2023 : Magomed Alamov, qui vient en aide aux victimes de violence domestique dans le Caucase du Nord retenu en otage et menacé de mort par les proches d'une jeune femme qui s'était enfuie de chez elle, en Ingouchie, avec l'aide de l'association Crew Against Torture (Collectif contre la torture).

RUSSIE - 17 janvier 2021

Alexei Navalny



Alexei Navalny, 44 ans, a été arrêté à l'aéroport Cheremetievo de Moscou, le 17 janvier 2021 après l'arrivée de son vol en provenance de Berlin, où il avait été soigné depuis le mois d'août des suites d'un empoisonnement.

Le 20 août 2020, Alexei Navalny avait dû être hospitalisé en urgence et placé en réanimation après avoir été « empoisonné », selon sa porte-parole, alors qu'il se trouvait dans un vol le conduisant de Tomsk, en Sibérie, à Moscou. Inconscient, dans un état grave, il avait été placé sous respirateur artificiel dans une unité de soins intensifs de l'hôpital d'Omsk, en Sibérie, selon l'agence de presse

d'Etat TASS. Il était dans un vol rejoignant Moscou depuis Tomsk, une ville de Sibérie, quand son état de santé s'est subitement dégradé, après avoir bu du thé, obligeant son avion à faire un atterrissage d'urgence à Omsk. Une plainte pour « tentative d'assassinat sur une personne publique » a été déposée au Comité d'enquête, à Moscou, pour des faits d'empoisonnement.

L'un de ses médecins traitants, Iaroslav Achikhmin, a demandé son évacuation d'Omsk. Une plainte pour « tentative d'assassinat sur une personne publique » avait été déposée au Comité d'enquête, à Moscou, pour des faits d'empoisonnement.

Anastasia Vassilieva, médecin personnel d'Alexei Navalny, arrivée également sur place, a lancé publiquement un appel aux autorités, via Twitter, pour favoriser son départ à l'étranger, en vue d'être correctement soigné dans un centre spécialisé. Répondant à cet appel, un avion médicalisé a quitté Nuremberg le 21 août, pour aller récupérer Alexei Navalny. Il a été transporté, toujours dans le coma, le 22 août à l'hôpital de la Charité, à Berlin où un neurotoxique de type militaire, similaire au célèbre poison Novitchock, été détecté par des laboratoires occidentaux. Selon une enquête publiée le 14 décembre par le site d'investigation Bellingcat (en anglais) l'empoisonnement aurait été commandité un groupe d'espions spécialisé des renseignements russes (FSB). Le Kremlin affirme que la substance toxique détectée après son hospitalisation en Allemagne n'était pas présente dans son organisme lorsqu'il était soigné en Russie.

Malgré cela, après avoir passé près de cinq mois en convalescence en Allemagne, le 17 janvier, Alexei Navalny a pris un vol pour la Russie à l'aéroport de Berlin-Brandebourg après avoir annoncé son intention de rentrer en Russie, le 29 décembre. En réponse à cette annonce, la justice russe avait décidé l'ouverture d'une enquête pénale contre lui pour de prétendus faits d'« escroquerie à grande échelle », ce qui permettait son interpellation dès son retour sur le sol russe. À son arrivée, il a été interpellé et conduit dans un pénitencier car il a été condamné à deux ans et demi de prison pour une affaire de fraude remontant à 2014, qualifiée de politique par de nombreuses ONG et les capitales occidentales. Fin mars, il a entamé une grève de la faim afin de dénoncer ses conditions de détention. En raison de l'inquiétude pour son état de santé, il a dû y mettre fin au bout de trois semaines. Mi-avril, il ne pesait plus que 76 kg. Le 22 mars 2022, le tribunal du district de Lefortovo à Moscou l'a déclaré coupable de « fraude à particulièrement grande échelle » et d'« outrage à magistrat et l'a condamné à neuf ans de prison supplémentaire prétendument pour avoir « détourné » environ 25 000 dollars américains de dons qui en réalité avaient été versés au profit des organisations qu'il a fondées.

Avocat de formation plus que de pratique, Alexeï Navalny s'est imposé depuis une décennie comme le premier opposant au président Vladimir Poutine, malgré les séjours en prison et plusieurs procès. Ses émissions diffusées sur YouTube - où il rassemble près de quatre millions d'abonnés - sont très populaires et ses enquêtes sur la corruption des élites rassemblent jusqu'à plusieurs dizaines de millions de vues.

Ancien militant du parti d'opposition libéral Iabloko d'où il a été exclu en 2007 pour ses prises de position nationalistes. Il avait participé au début de sa carrière politique à des rassemblements aux relents racistes tels que la Marche Russe, avant de gommer les tonalités nationalistes de ses positions.

Depuis 2007, il a décidé d'en découdre avec le gouvernement en achetant des actions dans des groupes semi-publics comme Rosneft et Gazprom. Arguant de son statut d'actionnaire, il avait exigé la transparence des comptes. En septembre 2013, il a obtenu son premier succès électoral aux municipales de Moscou, créant la surprise en arrivant deuxième avec 27%, juste derrière le maire sortant, ce qui le confortait en tant que figure de proue de l'opposition.

Depuis 2012, il a fait l'objet de sept interpellations, six procès et deux placements en détention provisoire en moins de deux ans au point que la Cour européenne des droits de l'homme a déclaré par un arrêt de sa Grande Chambre du 15 novembre 2018 que ces placements en détention étaient « politiquement motivés ». Son organisation, le Fonds de lutte contre la corruption (FBK), créée en 2012, est régulièrement la cible des autorités. Ces derniers mois, le FBK a écopé de plusieurs amendes, ses locaux ont été perquisitionnés et ses avoirs gelés.

Depuis 2017 et 2018, l'année de la dernière élection présidentielle, Alexeï Navalny a multiplié les coups d'éclat en s'en prenant aux plus intouchables. Il a notamment porté plainte contre Vladimir Poutine lui-même, faisant sur son blog des révélations sur le patrimoine de proches du pouvoir, qu'il accuse de corruption.

Mais la condamnation à neuf ans d'enfermement en 2022 ne suffisait pas aux autorités russes. Le 4 août 2023, alors qu'il était déjà emprisonné, Alexeï Navalny a été condamné à 19 ans de prison supplémentaires pour organisation d'une organisation « extrémiste ». Le 15 décembre 2023, il a été transféré de sa prison de Vladimir, près de Moscou, dans la colonie pénitentiaire IK-3 de Kharp, aux conditions de détention encore plus rudes dans la région en Iamalo-Nénétsie, à environ 1900 kilomètres au nord-est de Moscou, dans l'Arctique russe.

Le 16 février 2024, Alexeï Navalny a été déclaré mort par les autorités russes dans la colonie pénitentiaire IK-3 de Kharp.

Une grande répression lancée contre les organisations de Navalny depuis 2021, s'est aussi largement abattue sur ses avocats.

RUSSIE–21 janvier 2021

Mansur Gilmanov

Frappé en arrivant commissariat de police pour défendre des clients et traduit devant un juge qui l'a condamné à cinq jours de détention pour « non-respect des ordres de la police ».



Mansur Gilmanov, avocat de l'organisation de défense des droits humains « Apologia Protesta », s'est rendu au commissariat de police du district Danilovsky de Moscou pour assister Vladlen Los, un des avocats de la Fondation contre la corruption, affiliée à Alexeï Navalny (organisation reconnue dans la Fédération de Russie comme exerçant les fonctions d'un agent étranger), arrêté un peu plus tôt dans la soirée. Il a présenté tous les documents requis au poste de contrôle du commissariat. Un policier lui a dit d'attendre que quelqu'un l'emène chez son client. Après avoir observé pendant 40 minutes d'autres personnes autorisées à entrer et effectué des enquêtes répétées, Gilmanov a déclaré à la police qu'il souhaitait porter plainte pour atteinte au droit de son client à une représentation juridique. Un policier l'a finalement fait venir au commissariat pour déposer sa plainte. Selon Mansur Gilmanov, alors qu'il était très de la fenêtre de l'agent de service, le policier se serait précipité vers lui, avant de le jeter au sol, de lui donner plusieurs coups de pied et de lui lancer des obscénités. La police a ensuite détenu Mansur Gilmanov pendant 4 à 5 heures sans explication, tandis que deux autres avocats tentaient en vain de le voir.

Enfin, vers 2 heures du matin, la police a autorisé les avocats à accéder à Mansur Gilmanov. Peu après qu'il ait rencontré ses avocats, la police l'a transféré dans un autre commissariat, où il a passé la nuit dans une chambre sans lit.

Dans la matinée, Mansur Gilmanov a été présenté devant le tribunal Simonovsky de Moscou et accusé de « non-respect d'un ordre légal d'un policier » en vertu de l'art. 19.3 du Code des infractions administratives de la Fédération de Russie. Le juge a refusé les demandes de la défense souhaitant voir des preuves, y compris des images de vidéosurveillance supplémentaires de la station qui auraient montré ce qui s'était passé. Le tribunal a condamné Gilmanov à 5 jours de détention.

Quelques jours après cet incident, les confrères de Gilmanov ont publié une lettre ouverte, signée par près de 300 avocats, dans laquelle l'attaque contre Gilmanov était condamnée et la police était appelée à « rendre des comptes ».

RUSSIE – 24 janvier 2021

Vladlen Los

Expulsé et emmené de force à la frontière russo-biélorusse avec une interdiction d'entrée de cinq ans.



Le 21 janvier 2021, Vladlen Los, avocat de la Fondation contre la corruption d'Alexeï Navalny (FBK), de nationalité biélorusse, a reçu une notification officielle lui ordonnant de quitter la Russie avant le 25 janvier et lui interdisant d'y revenir pendant trois ans. Il a été emmené de force à la frontière russo-biélorusse le dimanche 24 janvier au soir par ce qu'il avait dépassé le délai prévu pour quitter la Russie « volontairement » avec une interdiction d'entrée de cinq ans.

RUSSIE - 8 septembre 2021

Ivan Pavlov

L'avocat d'Alexeï Navalny sous le coup d'une poursuite pénale et menacée de radiation doit fuir la Russie par crainte pour sa sécurité et sa vie est celles de sa famille.



Ivan Yuryevich Pavlov (né le 13 janvier 1971) 52 ans, est un avocat de Saint-Petersbourg, aujourd'hui auto exilé, spécialisé dans les droits de l'homme qui a notamment défendu les organisations d'Alexeï Navalny dans l'enquête pour « extrémisme » ouverte contre elles ».

Diplômé de l'Université d'État de, en 1997, il a ensuite obtenu en 2009 un diplôme en sciences du droit de l'Institut d'État et de droit de l'Académie des sciences de Russie. En tant qu'avocat, il s'est consacré à la défense des personnes accusées à tort, par les services de sécurité, de divulgation de secrets d'État, de haute trahison ou d'espionnage et à garantir l'accès du public aux informations gouvernementales. En 2004, il a fondé la Fondation dénommée "Institute for Information Freedom Development", ou Freedom of Information Foundation (FIF), qui a apporté une assistance juridique pendant 10 ans aux citoyens et aux organisations, et leur a permis de défendre leurs droits notamment à l'accès à l'information, mais a assuré aussi un contrôle des sites Internet des organismes d'État pour veiller à leur conformité à la législation sur la liberté d'information. En 2006, il a obtenu devant les tribunaux un succès contre l'Agence fédérale de réglementation technique et de métrologie (en russe Rostechregulirovanie). Peu après, Ivan Pavlov a été agressé et transporté à l'hôpital avec des blessures à la tête. En 2014, le FIF a été inscrit au registre national des « agents étrangers » et il a été contraint suspendre ses activités. En 2015, Pavlov est devenu le chef d'un nouveau groupement, "Komanda 29" (ou Equipe 29)—un partenariat libre d'avocats, de journalistes et de militants civils—, qui a pour but d'assurer le respect du droit de recevoir et de diffuser des informations, de défendre les victimes abusées par les forces de l'ordre et les agences de sécurité, de fournir des recommandations en cas de perquisitions, d'interrogatoires, ou d'arrestations, etc.

Dès 2015, Pavlov et sa nouvelle organisation ont formé un recours contre le décret classant comme secret d'État, les informations sur les pertes de personnel militaire en temps de paix. Le décret avait pour but de permettre aux autorités de l'État de réprimer son contrôle la situation dans le sud-est ukrainien en classifiant les informations.

Ivan Pavlov s'est surtout impliqué dans la défense individuelle des citoyens accusés par les organes de sécurité de l'État de haute trahison, d'accès illégal aux archives secrètes ou de divulgation de secrets d'État. En 2000, il a fait acquitter Alexandre Nikitine, un écologiste accusé de trahison pour avoir mené une recherche sur les risques de contamination radioactive de la flotte du Nord. Il a défendu le journaliste Grigory Pasko, accusé indûment en 1997 d'avoir quitté la Russie pour le Japon, avec des documents contenant des informations compromettant le secret d'État. Il a obtenu, en mars 2015, l'abandon des poursuites contre Svetlana Davydova, accusée de haute trahison pour un appel téléphonique passé à l'ambassade d'Ukraine, première accusation connue d'espionnage pro-ukrainien depuis le début du conflit en 2014.

Il a été aussi l'avocat de l'Institut régional de la presse, de la directrice de la Bibliothèque de littérature ukrainienne à Moscou, accusée de diffusion de littérature extrémiste.

Ivan Pavlov a été aussi l'avocat de la famille de Raoul Wallenberg, le diplomate suédois bien connu pour avoir sauvé des dizaines de milliers de Juifs, mort en 1947 dans la prison de Loubianka après avoir été arrêté par les troupes soviétiques en 1945. Il a défendu Lyudmila Savchuk, une employée dans une "usine à trolls" chargée de rédiger à la chaîne des publications progouvernementales sur Internet, accusée d'avoir divulgué la nature secrète de ses activités parce qu'elle avait saisi la justice des violations du droit du travail dont elle avait été la victime. Il était plus récemment l'avocat du journaliste Ivan Safronov, accusée en juillet 2020 d'avoir transmis des documents confidentiels à la République tchèque. Sa dernière intervention devant les tribunaux sur le sol russe a été pour défendre, en avril 2021, la Fondation Anti-Corruption (FBK) et la Fondation de défense des droits des citoyens (FZPG) d'Alexeï Navalny, poursuivies devant tribunal municipal de Moscou pour être reconnues organisations « extrémistes ».

Ivan Pavlov a été victime d'abus permanents de ses droits à la liberté d'expression et à l'application régulière de la loi pénale, ainsi que, plus généralement, l'État de droit, y compris le respect de l'indépendance des avocats. En août 2020, le ministère de la Justice avait demandé une première fois la radiation de Pavlov au Barreau de Saint-Petersbourg en raison de son refus de signer une déclaration de non-divulgateion, dans l'affaire du journaliste Safronov, accusé de trahison.

Le 30 avril 2021, Ivan Pavlov a été arrêté par des agents du Service fédéral de sécurité (FSB) après une perquisition de sa chambre d'hôtel à Moscou. Il a ensuite été inculpé de « divulgation d'informations relatives à une enquête préliminaire » (article 310 du Code pénal dans l'affaire d'Ivan Safronov, pour avoir révélé la liste des chefs d'accusation contre Safronov. Le même jour, le tribunal du district Basmany de Moscou a interdit à Ivan Pavlov d'utiliser toute forme de communication, y compris Internet, à quelque fin que ce soit, sauf pour appeler les services d'urgence ou contacter l'enquêteur chargé de l'affaire ou ses proches. Pavlov a ensuite été libéré sur ordre d'un juge, mais en juillet 2021, la Cour municipale de Moscou a refusé de lever les mesures de restriction. Le 16 juillet 2021, le site Internet de Komanda 29 a été bloqué à la demande du procureur général. Komanda 29 a dû alors prendre la décision de supprimer ses archives et de se dissoudre pour éviter des poursuites pénales à l'encontre de ses membres

Finalement, ne disposant plus d'aucun moyen pour défendre ses clients en Russie, son cabinet ayant été fermé avant l'été, et craignant pour sa sécurité et sa vie et celles de sa famille, le 7 septembre 2021, Ivan Pavlov a été contraint de quitter la Russie pour se réfugier en Géorgie. « On m'a tout interdit, tout ce qui me permettait de travailler. La seule porte qu'on m'a laissée ouverte c'est celle de l'émigration. » En représailles, le 8 novembre 2021, Ivan Pavlov a été inscrit sur la liste des "agent étranger" et des personnes recherchées à ce titre, par le ministère de la justice. Six mois plus tard, le 15 mars 2022, après trois plaintes envoyées par le ministère de la Justice et une par le vice-président du Barreau de Saint-Petersbourg à la Commission de qualification, le ministère de la Justice a de nouveau demandé la radiation d'Ivan Pavlov. Le même jour, l'Ordre des avocats de Saint-Petersbourg sans y répondre formellement, l'a radié en vertu de l'article 16 §2 de la Loi sur le barreau et les activités du barreau en estimant qu'"il n'avait pas exercé ses fonctions professionnelles depuis plus de six mois" (étant en exil).

RUSSIE – 15 avril 2021

Lyubov Sobol

Condamnée à un an de travaux d'intérêt général avec sursis pour intrusion dans l'appartement de l'officier du Service fédéral de sécurité (FSB)



Lyubov Sobol, avocate de la Fondation anti-corruption (FBK) de l'opposant emprisonné Alexei Navalny, a été condamnée à un an de travaux d'intérêt général avec sursis pour intrusion dans ce qu'elle a décrit comme une décision visant à la faire taire. Le tribunal d'instance de Moscou le 15 avril a reconnu Sobol coupable d'avoir illégalement pénétré de force dans l'appartement de l'officier du Service fédéral de sécurité (FSB) Konstantin Kudryavtsev en décembre 2020, quelques heures après qu' Alexei Navalny eut publié un enregistrement de ce qu'il a dit être une conversation téléphonique avec

Kudryavtsev. Sobol a déclaré aux journalistes à l'extérieur du palais de justice qu'elle ferait appel du verdict. Au cours de l'appel téléphonique de 49 minutes, au cours duquel Navalny s'est fait passer pour un responsable du FSB effectuant un examen interne, Kudryavtsev a décrit les détails d'une opération visant à empoisonner le critique du Kremlin en août. Les enquêteurs disent que Sobol a poussé la belle-mère de Kudryavtsev, qui a ouvert la porte, et est entrée de force dans l'appartement. Sobol a rejeté l'accusation, affirmant qu'elle n'avait pas poussé la belle-mère de Kudryavtsev, mais s'était rendue à l'appartement pour rencontrer Kudryavtsev pour lui poser des questions sur sa conversation avec Navalny.

Le 15 avril 2021, Lyubov Sobol a été condamnée à un an de travaux d'intérêt général avec sursis pour intrusion.

Elle avait été arrêtée le 23 janvier alors qu'elle parlait à des journalistes lors d'une manifestation à pour protester contre la détention d'Alexei Navalny. Le 23 janvier, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté pour exiger sa libération. Il y a eu 2.500 arrestations, dont Yulia Navalnaya, l'épouse de Navalny.

RUSSIE - 8 novembre 2021

Valeria Vetoshkina

Membre de Team 29 et avocate de l'organisation Perviy Otdel, et inscrite à titre personnel sur la liste des « agents étrangers »



En novembre 2021, Valeria Vetoshkina, avocate de l'organisation Perviy Otdel, a été inscrite sur le registre des « agents étrangers » des médias en même temps qu'Ivan Pavlov, tous deux membres de membre de Team 290

Valeria Vetoshkina a exercé un recours contre la décision du ministère de la Justice de l'inscrire au registre des médias «agents étrangers» auprès du tribunal de district de Zamoskvoretsky à Moscou (la législation ne prévoit pas l'obligation d'expliquer aux personnes en l'absence de procès pourquoi elles sont inscrites au registre).

Le 9 février 2022, Valeria Vetoshkina a reçu les réponses du ministère de la Justice, qui a déclaré qu'elle avait diffusé des informations dans divers commentaires des médias sur des affaires dans lesquelles elle avait agi pour la défense et avait également reçu des financements étrangers parce qu'elle avait conclu des accords ou des contrats avec des organisations à but non lucratif, inscrites au registre des associations sans but lucratif figurant sur le registre « agents étrangers »).

Valeria Vetoshkina a déclaré qu'elle n'avait découvert les raisons de son inscription au registre des agents étrangers que lorsqu'elle avait décidé de contester son statut devant le tribunal. Vetoshkina a été expliquée qu'elle avait obtenu le statut d'agent étranger pour avoir fourni un soutien juridique et s'est rendu devant les tribunaux des détenus lors des manifestations de janvier 2021, pour avoir fait des commentaires sur Present Time, Voice of America, Sever.Realiyam, Krym.Realiyam, Meduza et Radio Liberty. Le département mentionne entre autres un transfert d'argent reçu du Memorial Human Rights Center en guise de paiement pour la coopération avec avec le programme de droits de l'homme OVD-Info –Comme autre exemple, le ministère de la Justice cite le remboursement du prix d'un billet de train avec lequel elle s'est rendue au séminaire sur les droits de l'homme.

Valeria Vetoshkina est avocate et ancienne membre de Team 29, une organisation de défense des droits humains jugée indésirable en Russie, s'occupe du dossier de l'ancien photographe du siège de Navalny à Moscou, Alexandre Strukov, accusé d'incitation aux activités terroristes pour ses commentaires sous des publications sur les réseaux sociaux Znak.com.

RUSSIE – 8 octobre 2021

Galina Arapova

L'avocate qui dirige le centre de défense des médias de masse inscrite à titre personnel, sur le registre des « agents étrangers



Le 8 octobre 2021, Galina Arapova avocate des médias et directrice de *Mass Media Defence Center* (Centre de défense des médias de masse), a été fichée, à titre personnel, sur le registre des « agents étrangers ». Précédemment, en 2018, le Centre de défense des médias de masse, l'organisation non gouvernementale qu'elle dirige depuis 1996, avait été répertorié en tant qu'O.N.G. sur la liste des « agents étrangers ».

Galina Arapova, spécialisée dans la liberté d'expression et la liberté d'information, est une avocate renommée en matière de droits des médias, Elle a défendu des journalistes et des médias devant les tribunaux nationaux et devant la Cour européenne des droits de l'homme. De plus, Arapova a utilisé son expertise pour sensibiliser davantage la Russie et l'ancien bloc soviétique. Elle est l'auteur de plusieurs publications sur le droit des médias et a formé des journalistes, des avocats et des juges dans la région.

En outre, elle est experte du groupe de travail du Conseil de l'Europe, membre du conseil d'administration du Centre européen pour la liberté de la presse et des médias et la seule avocate russe à avoir reçu le prix des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau pour sa contribution exceptionnelle aux droits de l'homme.

Galina Arapova a été la première avocate à être désignée comme « agents de l'étranger ». Les conséquences en sont lourdes : une semaine après, elle n'était plus en mesure d'enseigner le cours universitaire de régulation juridique du journalisme et d'Internet qu'elle avait dispensé pendant 12 ans. Elle se trouve désormais contrainte lors de chaque publication sur les réseaux sociaux, lors de chaque conférence publique, elle doit inclure une clause de non-responsabilité de 24 mots concernant son statut.

Arapova suggère que dans un avenir proche, cette clause de non-responsabilité «sera considérée par les lecteurs comme aussi normale que 'bonjour'». Elle est également obligée de soumettre des rapports sur ses revenus et dépenses – une exigence dont elle fait appel devant les tribunaux au motif qu'elle est intrusive et porte atteinte à sa vie privée.

RUSSIE -19 novembre 2021

Fiodor Telin

L'ancien avocat du réseau de groupes de campagne régionaux d'Alexei Navalny, a été contraint de se réfugier en Géorgie



L'ancien avocat du réseau de groupes de campagne régionaux du militant d'opposition emprisonné Alexei Navalny a été contraint de quitter la Russie dans un contexte de répression en cours contre les organisations définites associées au critique du Kremlin et qualifiées d'extrémistes plus tôt cette année.

Fiodor Telin a travaillé comme avocat pour le réseau de groupes de campagne régionaux de Navalny jusqu'à ce que ce qu'il soit dissout en avril après qu'un procureur de Moscou soit allé au tribunal pour les faire qualifier d'extrémistes. Un tribunal a ensuite accepté l'appel du procureur et a qualifié le réseau national d'extrémiste, le rendant ainsi illégal. il a déclaré à RFE/RL "Les nouvelles lois russes [adoptées cette année] permettent de poursuivre des personnes de manière rétroactive, après l'inculpation de Navalny, des enquêteurs de Moscou sont arrivés dans la capitale du Bachkortostan, Oufa, pour interroger d'anciens membres de son groupe de Navalny à Oufa.

Après l'arrestation de l'ancienne chef du groupe de soutien de Navalny à Oufa, Navalny lui-même est en prison depuis février, tandis que plusieurs de ses associés ont été accusés d'avoir créé un groupe extrémiste. Beaucoup de ses associés ont fui le pays. En novembre 2022, le ministère russe de la Justice a inclus Fiodor Telin sur la liste des « agents étrangers ». Ilya Novikov a également été inscrit sur la liste publiée sur le site Internet du ministère. Ils sont notamment accusés d'avoir reçu un financement de l'Ukraine.

RUSSIE - 28 juin 2022

Dmitry Talantov

Le bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Oudmourtie arrêté à la suite de commentaires sur Facebook critiquant l'invasion de l'Ukraine par la Russie.



Dmitry Talantov, bâtonnier de l'Ordre des avocats de la république d'Oudmourtie, a été arrêté à Ijevsk, dans le centre-ouest de la Russie, le 28 juin 2022 à la suite de commentaires qu'il a publiés sur Facebook le 3 avril 2022 et critiquant l'invasion de l'Ukraine. Il lui est reproché d'avoir commenté sur Facebook des photos et des vidéos montrant le comportement des soldats russes dans les combats de Kharkiv, Marioupol, Irpen et Bucha en disant qu'elles démontraient « non pas du fascisme mais des pratiques nazies extrêmes ».

Il semblerait qu'il n'ait pas eu accès à son avocat pendant son interrogatoire, que les agents des forces de l'ordre ont perquisitionné quatre locaux qui lui étaient liés, notamment son domicile et le bureau du barreau d'Oudmourtie, et qu'au cours de la perquisition, des documents et des supports de données contenant les informations soumises au secret professionnel de l'avocat ont été confisquées. Le même jour, Talantov a été transféré à Moscou. Le 29 juin, Talantov a été placé en détention jusqu'au 21 août par le tribunal du district de Cheryomushki à Moscou. Avant une audience au cours de laquelle il a été décidé que Talantov ne devait pas être libéré sous caution, le procureur a affirmé que l'affaire contenait « des informations secrètes d'État protégées par la loi » et un rapport d'investigation de la police et qu'en tant que telle, la procédure devrait se dérouler à huis clos. Le contre-argument de Talantov selon lequel aucune des preuves ne contenait de secrets d'État n'a été ignoré. Il semblerait que les conditions de détention de Talantov soient mauvaises et qu'il se soit vu refuser toute assistance médicale.

Il est poursuivi pour diffusion d'« informations délibérément fausses » en vertu d'une nouvelle loi russe : l'article 207.3 du Code pénal russe, qui couvre « la diffusion publique d'informations sciemment fausses sur l'utilisation des forces armées russes à l'étranger et les exécutions par les organes gouvernementaux russes, commis pour des motifs d'inimitié ou de haine. »

Le 19 août 2022, le tribunal Cheryomushki de Moscou a prolongé la détention de Talantov au moins jusqu'au 23 septembre 2022. L'audience devait initialement avoir lieu le 23 août. Talantov est détenu depuis son arrestation le 28 juin 2022.

Talantov était l'un des avocats du journaliste Ivan Safronov, actuellement jugé pour trahison. L'autre avocat de Safronov a fui la Russie par crainte d'être persécuté et serait désormais qualifié d'« agent étranger » par les autorités russes. Dmitry Talantov est l'un des avocats du journaliste Ivan Safronov, détenu depuis juillet 2020 au centre de détention provisoire de Lefortovo sous l'accusation de transfert d'informations classifiées secrètes aux services de renseignement tchèques – l'enquête affirme qu'il avait transmis des informations sur les collaborations militaires, la défense et la sécurité de la Fédération de Russie. Jusqu'à la fin de l'enquête, le Service fédéral de sécurité a refusé de partager toutes informations sur l'affaire, même avec la défense.

RUSSIE—17 avril 2023

Vadim Prokhorov

L'avocat de Kara-Murza condamné à 25 ans de prison, obligé de quitter la Russie sous la menace de poursuites pénales et de radiation



En tant qu'avocat de la défense de détracteurs de premier plan du régime de Poutine, Vadim Prokhorov est habitué à ce que ses clients connaissent des destins sinistres.

Leurs noms - Boris Nemtsov, Vladimir Kara-Murza Vice-président de Open Russia, une fondation pour la démocratie créée par l'homme politique en exil Mikhaïl Khodorkovski pour soutenir la liberté et la démocratie en Russie. La figure de l'opposition russe, Vladimir Kara-Murza, a été condamné le 17 avril 2023 à 25 ans de prison pour avoir critiqué la guerre en Ukraine, après avoir été reconnue coupable de trahison et de diffusion de "fausses" informations sur l'armée russe.

Vadim Prokhorov, qui défendait Kara-Murza, a du quitté la Russie plusieurs jours avant la condamnation de son client, sous la menace de poursuites pénales et de radiation, a rapporté Meduza, citant l'interview de l'avocat [avec Voice of America](#) à Washington.

Il a quitté son pays après avoir rapporté que « le procureur et le juge ont tous deux déclaré qu'il était nécessaire non seulement de me radier mais aussi d'envisager d'engager des poursuites pénales [contre lui] ». Prévenu que le parquet était en train de préparer un dossier contre lui, il a reçu une dénonciation selon laquelle, aussitôt après le verdict dans l'affaire Kara-Murza, il pourrait être arrêté. Il a donc décidé de fuir. Il a emporté avec lui, entre autres, des documents et des enregistrements audio du procès à huis clos de Vladimir Kara-Murza – des documents qui, selon son avocat, montrent qu'il s'agissait en fait d'un simulacre de procès. Prokhorov a déclaré à Voice of America à Washington, DC dans une interview le **18 avril**, qu'il avait quitté la Russie quelques jours avant qu'un tribunal de Moscou ne condamne Kara-Murza à 25 ans de prison, une sentence d'une sévérité inédite.

Vadim Prokhorov, qui a défendu des personnalités de l'opposition telles que les politiciens emprisonnés Vladimir Kara-Murza et Ilya Yashin, ainsi que feu Boris Nemtsov, a fui la Russie craignant pour sa sécurité.

RUSSIE –6 mars 2023

Mikhail Benyash

Condamné au pénal pour avoir prétendument agressé des policiers en 2018 alors qu'ils tentaient de l'arrêter, déclaré « agent étranger et radié par le barreau de Krasnodar à la demande du ministère de la Justice qui l'a déclaré « agent étranger »



Mikhaïl Benyach s'est rendu à Krasnodar, pour apporter son concours professionnel à des manifestants arrêtés pour avoir participé à un rassemblement pacifique contre une réforme des retraites, au cours duquel la police avait procédé à des dizaines d'interpellations. Des policiers en civil l'ont violemment poussé pour le faire monter dans une voiture. Ils ont pris son téléphone, puis l'ont frappé dans la voiture puis au poste de police, lui occasionnant des blessures et des contusions. Une photographie de Mikhaïl Benyach prise après sa garde à vue montre clairement qu'il présente de

nombreuses écorchures et contusions à la tête..

Le 11 septembre, Mikhaïl Benyach a comparu devant un tribunal de Krasnodar, qui l'a déclaré coupable de « désobéissance à des ordres légitimes de la police » et l'a condamné à 14 jours de « détention administrative ». Mikhaïl Benyach a été placé dans un centre réservé aux personnes en détention administrative. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a demandé aux autorités russes de répondre aux questions concernant les plaintes déposées par Mikhaïl Benyach, pour avoir été battu par les forces de l'ordre après sa détention et son arrestation.

En octobre 2022, le ministère de la Justice l'a déclaré « agent étranger » en raison de ses critiques de l'action militaire en Ukraine. Le ministère de la Justice a soumis au barreau de Krasnodar une demande de radiation de l'avocat. Le ministère de la Justice a déclaré Mikhail Benyash agent étranger en octobre 2022. Plus tard, il a été accusé d'avoir discrédité l'armée dans ses messages télégraphiques. Benyash a critiqué les actions militaires en Ukraine et la politique de Vladimir Poutine et a fait des déclarations pacifistes. Le tribunal lui a infligé une amende de 30 000 roubles (400 \$). **Le 17 février 2023** : Mikhail Benyash radié par le barreau de Krasnodar sur la demande du ministère de la justice.

En décembre 2018, la section d'enquête du district occidental à Krasnodar avait mis en examen Mikhail Benyash pour "*usage de la violence contre un représentant de l'autorité*". La décision de détention administrative a été annulée à la demande du procureur. Le « Caucasian Knot » a rapporté que le 6 mars 2023, un tribunal a condamné Mikhail Benyash à une amende, le déclarant coupable d'avoir attaqué des forces de l'ordre.

RUSSIE—20 mai 2023

Elena Pershakova

Perquisition de l'appartement de l'avocate de la Public Verdict Foundation à Perm.



Le 20 mai, la maison de la responsable du cabinet d'avocats de la Public Verdict Foundation, Elena Pershakova, a été perquisitionnée.

Ce matériel (information) a été produit par un agent étranger de la Fondation Verdict Public ou concerne les activités d'un agent étranger de la Fondation Verdict Public. Selon la fondation, le téléphone, l'ordinateur portable, le disque système, les documents relatifs à la représentation des intérêts du "Mémorial" * de Perm dans le cadre de l'affaire pénale « Tentative de contrebande de biens

culturels ».

Le 24 mai, Elena Pershakova a été convoquée pour interrogatoire par le FSB.

Auparavant, le FSB avait effectué des perquisitions au domicile de militants et de personnalités publiques bien connus de Perm, dont deux membres du Conseil des droits de l'homme.

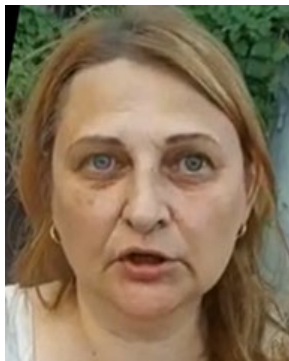
Elena Yuryevna Pershakova, née en 1977, est diplômée des cours supérieurs internationaux sur la protection des droits de l'homme, organisés par la Fondation Helsinki pour les droits de l'homme à Varsovie. En 2000, elle est diplômée de la Faculté de droit de l'Université d'État de Perm avec un diplôme en travail social. Chef du Département Juridique de la Fondation Verdict Public, Elena Pershakova défend Perm Memorial, une organisation de défense des droits humains et membre de l'International Memorial Network, depuis 2019, lorsque des représentants de l'organisation ont été pris pour cible lors d'une expédition dans le territoire de Galyashor, dans la région de Perm. Le but de cette expédition était d'étudier le cimetière de la colonie lituanienne et polonaise, qui a été créé à la suite de l'occupation soviétique et d'une politique de déplacement forcé de divers groupes ethniques dans la région. Les autorités russes ont accusé les représentants du Mémorial de Perm d'« occupation illégale de terres forestières » et ont inculpé le résident local qui a accueilli l'expédition d'enregistrement illégal de citoyens étrangers. Les documents saisis lors de la descente dans l'appartement d'Elena Pershakova concernaient son travail sur cette affaire. Le raid sur l'appartement d'Elena Pershakova à Perm est lié à la persécution du président du Mémorial de Perm, Robert Latypov, et du président du Centre de la mémoire historique, Aleksandr Chernyshov. Tous deux sont accusés de tentative de contrebande de biens culturels, qui est une infraction pénale au sens de la partie 2 de l'article 226.1 du Code pénal de la Fédération de Russie.

* L'organisation a été liquidée en 2022, elle faisait partie de la structure du "Mémorial" international, reconnu comme agent étranger et également liquidé.

RUSSIE - 22 juin 2023

Irina Gak

Le domicile de l'avocate du militant Anatoly Berezikov, décédé dans une prison de la région de Rostov, perquisitionné par les forces de sécurité russe.



Des responsables de la sécurité russe ont perquisitionné le domicile d'Irina Gak, l'avocate qui représentait le militant Anatoly Berezikov, Un militant pacifiste russe a été déclaré mort dans une prison de la région de Rostov en prison à la suite d'allégations selon lesquelles des responsables le torturaient

De plus, selon le projet de défense des droits humains OVD-Info, des agents ont perquisitionné le domicile de Tatyana Sporysheva, qui était en contact avec Berezikov dans les jours qui ont précédé sa mort.

La raison officielle des recherches n'est pas claire. Le site d'information 1rnd.ru, basé à Rostov-sur-le-Don, a rapporté que les autorités prévoyaient d'enquêter sur Gak et Sporysheva pour "diffusion sciemment de fausses informations".

OVD-Info a noté que Berezikov avait dit à Sporysheva peu avant sa mort que ses effets personnels, y compris sa carte bancaire, avaient disparu après son arrestation. Sporysheva a également publié un appel de Gak sur Telegram qui alléguait qu'un officier du FSB s'était présenté dans la cellule de Berezikov et avait menacé de l'arrêter à nouveau et d'ouvrir une affaire pénale contre lui.

Mercredi, les autorités russes ont ouvert une enquête pénale en lien avec la mort de Berezikov en vertu de l'article du Code pénal interdisant de conduire une personne au suicide par des menaces, des traitements cruels ou une "violation systématique de la dignité humaine".

RUSSIE - 11 avril 2023

Iouri Novolodski



La Chambre des avocats de Saint-Pétersbourg a lancé deux procédures disciplinaires contre Iouri Novolodski, pour des accusations non précisées, qui pourraient conduire au retrait de sa licence d'avocat. Iouri Novolodski défend Aleksandra Skochilenko., une artiste jugée pour avoir utilisé des étiquettes de prix dans un magasin de Saint-Pétersbourg pour diffuser des informations sur l'invasion de l'Ukraine par Moscou. L'audience disciplinaire dans l'affaire Novolodsky a été fixé au 20 avril, jour où Iouri Novolodski devait intervenir dans le procès de sa cliente de Novolodsky, Alexandra Skochilenko est accusée d'avoir remplacé les étiquettes de prix dans un supermarché fin mars de l'année dernière par des morceaux de papier qui aurait contenu des déclarations anti-guerre, qualifiées « d'informations sciemment fausses sur l'utilisation des forces armées russes ». Elle a déclaré que ses actions ne concernaient pas l'armée mais plutôt une tentative de propager la paix.

RUSSIE - 16 juin 2023

Ilya Novikov

Radié par l'Ordre des avocats de Moscou pour "mauvaise conduite et actions visant à saper la confiance"



Le barreau de Moscou a radié, 16 juin 2023, Ilya Novikov, avocat russe bien connu et critique virulent du Kremlin, pour "comportement inapproprié". La décision a été prise à la suite d'une interview que Novikov a accordée le mois dernier à la chaîne YouTube Popular Politics, dans laquelle il a vivement critiqué le président Vladimir Poutine pour la guerre en cours contre l'Ukraine. Ilya Novikov avait été contraint de se réfugier en Ukraine depuis 2021. En novembre 2022, le ministère de l'intérieur l'a placé sur la liste des "agents étrangers" et en décembre, il l'a ajouté à sa liste des personnes recherchées.

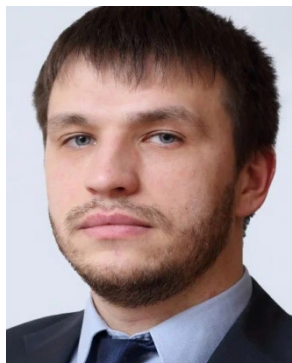
En décembre 2023, la commission d'enquête a ouvert une nouvelle procédure pénale contre lui au titre de l'article sur les faux sur l'armée russe (partie 2 de l'article 207.3 du Code pénal). Le motif concerne les propos tenus dans une interview sur l'une des chaînes YouTube, lors de laquelle il avait mis en cause l'implication de l'armée russe dans la mort de civils à Boutcha, dans la région de Kiev. Le ministère russe de la Défense a qualifié à plusieurs reprises ces déclarations de provocations. Postérieurement, le tribunal Gagarinsky de Moscou a prononcé contre lui un ordre d'arrestation par contumace.

Parmi les affaires très médiatisées dans lesquelles Ilya Novikov est intervenu figurent la défense de la pilote ukrainienne Nadejda Savchenko, du réalisateur Oleg Sentsov et de l'ex-président ukrainien Petro Porochenko. Il a également défendu les intérêts de la Fondation anti-corruption d'Alexei Navalny.

RUSSIE – 4 juillet 2023

Alexander Nemov

Frappé et poignardé par des agresseurs armés et masqués alors qu'il allait assister à une audience pour une de ses clientes à Grozny



Alexander Nemov se rendait de l'aéroport à Grozny, pour entendre le prononcé d'un verdict dans l'affaire de sa cliente, Zarema Musayeva. Il était en compagnie de la journaliste du journal indépendant russe Novaya Gazeta, Elena Milashina. Sur le trajet, leur voiture a été interceptée par trois véhicules transportant des hommes armés et masqués, qui l'ont forcée à s'arrêter, ont jeté sans ménagement le chauffeur hors de la voiture, avant de monter à bord et d'attacher les mains des occupants en leur mettant un pistolet sur la tempe. Le groupe de défense des droits de l'homme

interdit en Russie, *Memorial*, a déclaré que Milashina et Nemov avaient été : « brutalement frappés, y compris au visage, menacés de mort, avaient un pistolet pointé sur la tempe et leur équipement leur avait été enlevé et brisé ». Les assaillants les ont ensuite abandonnés avec diverses blessures, des doigts cassés et des coups sur la tête. Le journal Novaya Gazeta, a déclaré que sa journaliste avait subi une lésion cérébrale interne et avait les doigts cassés. Elle a également eu le crâne rasé et son visage a été aspergé de teinture verte. Alexander Nemov a quant à lui été blessé à la jambe. L'O.N.G. *Crew against Torture*, qui a révélé l'affaire, a publié une image montrant une entaille à la jambe, qui, selon elle, était dû selon toute vraisemblance à un coup de couteau.

Malgré sa blessure, Alexander Nemov a pu se rendre à l'audience du tribunal, où sa cliente Zarema Musayeva a été condamnée à 5 ans et demi d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire. Cette condamnation est considérée comme une mesure de rétorsion pour l'activisme politique inlassable de sa famille contre le dirigeant tchéchène, Ramzan Kadyrov.

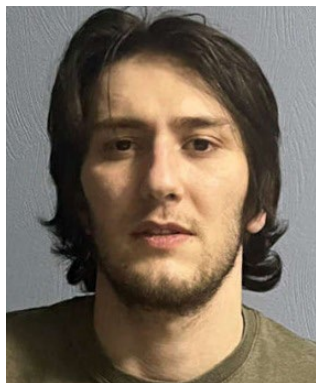
Elena Milashina avait reçu des menaces directes de Kadyrov, notamment à la suite d'un précédent reportage d'investigation détaillant les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. En 2020, elle avait déjà été agressée aux côtés d'une autre avocate, Marina Dubrovina. En 2006, Anna Politkovskaya, une autre journaliste de Novaya Gazeta, a été assassinée à Moscou, tandis que son amie, la militante Natalia Estemirova a été enlevée et abattue à Grozny.

Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, a déclaré que le président Poutine avait été informé de l'agression et l'a qualifiée d'"attaque très grave qui nécessite des mesures plutôt énergiques".

RUSSIE - 23 août 2023

Abubakar Yangulbayev

Placé sur la liste des « terroristes et extrémistes » après la condamnation de sa mère à 5,5 années de prison



Le Service fédéral de surveillance financière (Rosfinmonitoring) a ajouté Abubakar Yangulbayev, ancien avocat de l'organisation Crew Against Torture, à sa liste des « terroristes et extrémistes ». Les motifs de la décision n'ont pas été rendus publics.

Abubakar Yangulbayev a dû fuir la Tchétchénie avec sa famille, en décembre 2021 – début 2022, pour se réfugier à Nijni Novgorod, en raison des persécutions du régime tchéchène pour son appartenance au mouvement d'opposition tchéchène interdit ADAT, dirigé par ses frères, Ibragim et Baysangur Yangulbayev, critiques bien

connus du dirigeant autoritaire de la région russe du Caucase du Nord en Tchétchénie, Ramazan Kadyrov. Au début du mois de juillet 2023, la chaîne russe Telegram Baza a rapporté que Yangulbayev avait été accusé « d'organisation d'activités extrémistes » à la suite de la diffusion d'une vidéo du mouvement Adat.

En août 2023, Abubakar Yangulbayev a indiqué que quatre de ses proches vivant en Tchétchénie, son oncle Sayd-Akhmed, âgé de 55 ans, et trois cousins Adam, Yusup et Khasanavaient été envoyés de force dans la guerre en Ukraine en tant que « volontaires ».

Le 20 janvier 2022, à Nijni Novgorod, un commando des forces de sécurité tchéchènes a enlevé la mère de Abubakar Yangulbayev, Zarema Musaeva et agressé physiquement ses avocats Sergey Babinets, Oleg Khabibrakhmanov et l'avocate Natalia Dobronravova, alors qu'ils étaient venus pour l'assister. (*Voir Ces avocats... Ephéméride 2022*) Zarema Musayeva a été emmenée de force en Tchétchénie. En janvier 2023, Abubakar Yangulbayev a contacté le dirigeant tchéchène Ramzan Kadyrov et lui a proposé en vain de s'échanger contre sa mère, dont la santé s'était détériorée, en déclarant qu'une femme "ne devrait pas être tenue pour responsable des actes de ses fils". Le jour de son procès, le 4 juillet 2023, à Grozny, des agresseurs masqués ont attaqué et roué de coups l'avocat qui devait la défendre, Alexander Nemov, alors qu'il se rendait avec la journaliste de Novaya Gazeta Elena Milashina, au tribunal du district Akhmatovskiy de Grozny pour défendre sa cliente. (*Voir Ces avocats... Ephéméride 2023*) Zarema Musayeva a été condamnée à 5,5 ans de prison dans une colonie pénitentiaire à régime général pour fraude et usage de violence contre la police.

Abubakar Yangulbayev a été jusqu'à récemment l'avocat du CAT qui enquête sur des cas de torture en Russie et dans d'autres pays, dont la Biélorussie. Tous ceux qui ont travaillé auprès du CAT font l'objet de campagnes de diffamation, d'agressions physiques, de détentions et de persécutions judiciaires en raison de leur travail pacifique en faveur des droits de l'homme.

RUSSIE – 13 octobre 2023

Vadim Kobzev, Igor Sergounine et Alexei Lipster



Le 13 octobre 2023, la police russe et la commission d'enquête ont perquisitionné les domiciles et les bureaux de Vadim Kobzev, Alexei Liptser et Igor Sergounine. Plus

tard dans la journée, l'actuel avocat de Navalny, Vadim Kobzev, et ses anciens avocats, Igor Sergounine et Alexei Lipster, ont été arrêtés et détenus au tribunal du district de Basmanny à Moscou, accusés de « participation à une organisation extrémiste ». Conformément à l'article 282.1(2) du Code pénal russe, les avocats risquent jusqu'à six ans d'emprisonnement.

Le Service fédéral de surveillance financière de la Fédération de Russie, Rosfinmonitoring, a désigné les avocats Vadim Kobzev, Igor Sergounine et Alexei Liptser, qui représentaient Alexei Navalny, comme terroristes et extrémistes. Conformément à la loi, les personnes figurant sur cette liste perdent l'accès aux services bancaires, y compris la possibilité d'ouvrir et de gérer des comptes. Avant tout, leur inscription sur la liste implique que des poursuites judiciaires ont été engagées contre eux en vertu des dispositions « extrémistes » et « terroristes » du Code pénal russe.

Vadim Kobzev a été arrêté dans la petite ville de Kovrov où Navalny purge une peine de 19 ans de prison. Alors que Kobzev, Liptser et Sergounine sont toujours en détention, les deux autres avocats de Navalny, Alexander Fedulov et Olga Mikhailova, ont fui le pays. Les autorités ont également fouillé leurs bureaux.

Les accusations portées contre Kobzev, Liptser et Sergounine seraient basées sur des accusations selon lesquelles les avocats auraient facilité la communication d'Alexei Navalny avec le monde extérieur pendant sa détention ou le « transfert régulier d'informations entre les dirigeants et les participants d'une organisation extrémiste ». Selon Ivan Zhdanov, directeur de la Fondation anti-corruption de Navalny, l'accusation a répertorié comme preuve un certain nombre de vidéos en ligne publiées sur des plateformes appréciées de Navalny. Ces vidéos concernent des documents confidentiels mais seraient liées à l'agression de la Russie contre l'Ukraine. S'ils sont reconnus coupables, Vadim Kobzev, Igor Sergounine et Alexei Liptser pourraient être condamnés à une peine maximale de six ans de prison.

La détention des trois avocats, ainsi que la fuite de deux autres, surviennent à un moment délicat alors que Navalny est transféré dans un centre de détention « à régime spécial », où il risque de subir des mauvais traitements.

RUSSIE – 16 octobre 2023

Aleksandr Fedulov et Olga Mikhailova

Les avocats d'Alexeï Navalny, fuient la Russie après l'arrestation de trois autres conseils et anciens conseils de l'opposant russe



Aleksandr Fedulov et Olga Mikhailova, avocat d'Alexeï Navalny, ont dû fuir la Russie après l'arrestation de trois autres conseils et anciens conseils de l'opposant russe (voir supra.)

Le 16 octobre». Fedulov a écrit sur Instagram qu'il avait quitté le pays parce que "les arrestations de nos collègues qui ont défendu Navalny ont apporté des changements significatifs dans le travail des avocats qui ne sont pas en prison". La

déclaration Instagram de Fedulov est intervenue quelques heures après que l'équipe de Navalny a écrit sur Telegram que l'avocat ne s'était pas présenté à une audience dans la colonie pénitentiaire comme prévu et que son téléphone semblait avoir été éteint.

Le même jour, le président du tribunal a annoncé à Alexeï Navalny lors de l'audience du 16 octobre qui devait statuer sur les plaintes déposées par sa défense concernant les violations de ses droits en détention que ses avocats Olga Mikhaïlova et Alexandre Fedoulov avaient « éteint leur téléphone » et qu'une autre de ses avocates, Olga Mikhailova, avait également récemment fui la Russie. Il a été invité à trouver de nouveaux avocats.

"Quel genre d'action puis-je mener alors que je ne comprends même pas ce qui se passe avec mes avocats. Personne n'a le droit de me rendre visite, je suis isolé et coupé de toute information", a déclaré Navalny, ajoutant qu'il était "très reconnaissant envers ses avocats."

Trois jours plutôt, le 13 octobre, l'actuel avocat de Navalny, Vadim Kobzev, et ses anciens avocats, Igor Sergounine et Alexeï Lipster, venaient d'être arrêtés puis envoyés en détention provisoire pendant au moins deux mois sous l'accusation de participation aux activités d'un groupe extrémiste.

Après les arrestations, des groupes et associations d'avocats russes ont publié une pétition en ligne appelant tous les avocats de Russie à organiser « une grève d'avertissement » du 25 au 27 octobre pour protester contre la « persécution systémique » de dizaines de leurs collègues à travers le pays.

En août 2023, les juges du tribunal municipal de Moscou ont déclaré Navalny coupable d'avoir créé une organisation extrémiste et ont plus que doublé sa peine, la portant à 19 ans.

La précédente condamnation de Navalny avait été prononcée en 2021 après son arrivée à Moscou en provenance d'Allemagne, où il se remettait d'une attaque empoisonnée qu'il imputait au Kremlin. Avant sa condamnation la plus récente, il purgeait une peine totale de 11 ans et demi pour détournement de fonds et violation des conditions de sa libération conditionnelle alors qu'il était en Allemagne pour y être soigné pour empoisonnement.

RUSSIE/CRIMEE - 13 octobre 2023

Alexei Ladine

Condamné à 14 jours de détention administrative à Simferopol et menacé de radiation du barreau pour avoir prétendument affiché des symboles interdits et critiqué l'intervention de l'armée russe en Ukraine sur les réseaux sociaux



Alexei Ladine a été arrêté tôt le matin du 13 octobre, à Simferopol, en Crimée occupée par la Russie, alors qu'il revenait de la ville russe de Rostov-sur-le-Don, où il avait défendu deux Ukrainiens arrêtés à Melitopol et Kherson occupés, torturés et condamnés à de longues peines sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces. Il devait assister à l'interrogatoire un habitant de Yalta accusé de possession d'explosifs. Sa maison à Sébastopol a été perquisitionnée par des agents du « Centre russe de lutte contre l'extrémisme ».

Ce même 13 octobre, le tribunal du district de Kyivskyi, à Simferopol, l'a condamné à 14 jours de détention administrative pour avoir prétendument affiché des symboles interdits sur ses pages de réseaux sociaux et discréditer l'armée russe. Il a également été condamné à une amende de 45 000 roubles (environ 440 euros) pour avoir « distribué des symboles extrémistes » et avoir discrédité les forces militaires russes. En l'occurrence, il avait partagé sur les réseaux sociaux, cinq ans plus tôt en 2018, un dessin d'un de ses clients persécuté par les autorités russes, représentant les symboles nationaux de l'Ukraine et du peuple tatar de Crimée, accompagné de la légende "*Les tatars de Crimée ne sont ni des terroristes, ni des extrémistes*". Il lui était reproché également d'avoir partagé sur les réseaux sociaux des messages critiquant l'intervention russe en Ukraine et dénonçant notamment l'utilisation par l'armée russe de bombes à sous-munitions. Le tribunal a considéré qu'il avait discrédité les forces militaires russes. Alexei Ladine a été immédiatement transféré de la salle d'audience à la prison. L'avocat des tatars de Crimée, Emil Kurbedinov qui a tenté de le défendre, a dénoncé les multiples irrégularités du procès. Quatre jours plus tard, le 17 octobre 2023, la Cour suprême de Crimée, également sous contrôle russe, a confirmé la décision du tribunal du district de Kyivskyi de Simferopol. Toutefois, 27 octobre 2023, Alexei Ladin a été libéré après 14 jours de détention administrative à Simferopol.

Le 18 octobre 2023, le département professionnel de Crimée du ministère de l'Intérieur de la Russie a annoncé qu'il s'apprêtait à demander au barreau de Tioumen, de radier Alexei Ladine. Le 26 décembre 2023, le Conseil du barreau régional de Tioumen a programmé une audience disciplinaire dont il a fixé la date au 24 janvier 2024.

Alexei Ladin est un avocat russe indépendant qui défend les prisonniers politiques et les Ukrainiens emprisonnés en Crimée occupée par la Russie depuis 2014. Il a également travaillé dans le cadre de l'organisation de défense des droits de l'homme Agora. En mars 2021, avec Emil Kurbedinov, Alexei Ladine avait tenté de défendre le journaliste indépendant Vladislav Esipenko, mais ils en avaient été empêchés par le personnel du centre de détention.

